

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://www.alger-republicain.com/Logement-de-plus-en-plus.html>

Logement de plus en plus inaccessible pour les travailleurs quoi que prétendent nos responsables

- National -
Publication date: samedi 22 octobre 2016

Description:

Pas une semaine ne se passe sans que n'éclatent des manifestations de mécontentement de citoyens qui dénoncent les injustices dont ils sont victimes. Les passe-droit de certains responsables qui favorisent leurs proches, l'affectation des logements sans tenir compte du nombre de personnes d'une même famille et l'affectation d'un seul appartement à plusieurs couples d'une même famille parfois avec enfants ont été dénoncés à chaque remise de clefs.

T. GH

Logement de plus en plus inaccessible pour les travailleurs quoi que prétendent nos responsables

publié dans la version papier d'ALGER républicain
du numéro d'Août-Septembre 2016

ALGER  *rép*

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Deux ans après l'élection de Bouteflika en 2001 à la présidence de la république, le gouvernement avait lancé un ambitieux programme de logements. Il devait, selon les prévisions annoncées, combler les vœux des Algériens qui attendaient désespérément de se procurer un toit. En plus des formules d'attribution existantes déjà on inventa l'AADL. Des dizaines de programmes de construction sont lancés au niveau national. Ils touchent toutes les wilaya dans le cadre de marchés accordés exclusivement aux sociétés étrangères. Ceci sans compter les milliers de programmes de promotion immobilière accordés à des privés qui ont bénéficié de crédits bancaires et d'attribution de terrains souvent à des prix symboliques, les dizaines de milliers de lots de terrains octroyés sur la base de critères dont seuls les concepteurs en connaissent les motifs.

Ces programmes sont réalisés sans respect d'aucune règle d'urbanisme et souvent sur des terres agricoles, principalement dans la Mitidja. A défaut de répondre aux attentes des citoyens ils ont exacerbé leurs détresses et détruit de manière irréparable la configuration de nos villes et villages.

Les quelques opérations de remises de clefs de logements menées avec tambours et trompettes ne peuvent faire oublier que les promesses faites aux citoyens ne sont toujours pas respectées. Ni les scandales qui ont accompagné la réalisation de la majorité des programmes et encore moins les critères douteux qui servi à l'établissement des listes d'attribution à chaque fois contestées par les citoyens.

Pas une semaine ne se passe sans que n'éclatent des manifestations de mécontentement de citoyens qui dénoncent les injustices dont ils sont victimes. Les passe-droit de certains responsables qui favorisent leurs proches, l'affectation des logements sans tenir compte du nombre de personnes d'une même famille et l'affectation d'un seul appartement à plusieurs couples d'une même famille parfois avec enfants ont été dénoncés à chaque remise de clefs.

Le nombre d'affaires impliquant des promoteurs véreux qui ont détourné l'argent de leurs clients, que les différents médias ont divulguées, dépasse l'entendement sans que les pouvoirs publics ne bougent le petit doigt. L'accumulation des retards dans la réalisation des programmes de logements de type LSP entamés il y a dix ans ne trouvent aucune explication. Les souscripteurs à ces programmes qui ont déjà versé leur participation financière, ne savent plus à qui se plaindre. La majeure partie des inscrits, en 2001, au programme AADL-1 n'ont pas encore à ce jour reçu les clés de leur appartement. Il se trouve malheureusement que c'est la partie la plus nécessiteuse, alors que d'autres, bien qu'ils soient des propriétaires de villas qu'ils louent aux sociétés étrangères, ont été satisfaits en premier. Pour brouiller les pistes déjà impraticables et pour gagner du temps, le ministère de l'Habitat a soumis les souscripteurs à de nouveaux processus pour soi-disant leur offrir la possibilité de choisir le site.

Qui sont-ils les bénéficiaires des milliers logements sociaux mis en vente par les agences immobilières au vu et au su des administrations concernées ? Le ministre de l'Habitat a lui-même rapporté que des centaines de milliers d'appartements attribués depuis des dizaines d'années sont encore inoccupés. Aucune enquête n'a été déclenchée à la suite de cette annonce. Par contre, le gouvernement a décidé de mettre en application, à la fin du mois d'août 2016, la décision de détruire les habitations inachevées appartenant en grande partie à des individus sans fortune et qui n'ont pas pu autrement se procurer un toit pour mettre leur famille à l'abri. Les motifs d'esthétique et d'urbanisme évoqués pour justifier cette décision ne tiennent nullement debout. Il suffit juste de voir l'état dans lequel se trouvent certains quartiers de la capitale pour s'en convaincre.

Aujourd'hui le problème est ailleurs et il est beaucoup plus grave que les vues désagréables qu'offrent ces habitations. La politique de l'Habitat prônée depuis une vingtaine d'années a accentué fortement les difficultés d'accession au logement. Il devient de plus en plus impossible aux petites bourses de trouver un toit. Les prix de location sont inabordables, il n'existe plus de loyer inférieur à 15.000 DA même dans les villages les plus reculés. Il

Logement de plus en plus inaccessible pour les travailleurs quoi que prétendent nos responsables

est impensable de réfléchir à acheter un appartement.

Le logement social locatif est devenu un objet de tractations douteuses. Les formules de location-vente proposées par le ministère de l'Habitat n'agrément pas les salariés. Les nouvelles conditions économiques vont les pousser inévitablement à changer de région de leur lieu de travail, comment feront-ils pour se reloger s'il n'existe pas de possibilité de location. Aussi y a-t-il de fortes chances, à l'allure où vont les réflexions sur le développement du pays, que ces nouvelles conditions économiques les mettent dans des situations qui ne leur permettront pas de payer les dettes contractées pour payer leur logement. Les problèmes qui en découleront seront insurmontables. Le logement étant un élément essentiel dans la vie de l'homme, les questions qui le touchent n'arrêtent pas de tarauder les pensées des individus dans le besoin. Ceux-ci évaluent toutes les conséquences qui peuvent résulter des voies choisies pour son acquisition. Ils optent pour celles qui leur évitent les retournements insurmontables. Pour l'instant l'habitat précaire est la voie la moins contraignante même au détriment de leurs conditions de vie et de celles de leurs familles. C'est la raison pour laquelle ce type d'habitat n'arrête pas de se développer dans toutes les régions du pays. Il est même en voie de devenir un marché juteux pour les affairistes intégrés dans les circuits en charge de problèmes de l'habitat. Maintenant, pour avoir sa place dans un bidonville il faut l'acheter selon une procédure imposée par les affairistes.

En définitive, la politique de l'habitat du régime bourgeois qui gouverne actuellement le pays ne vise pas la prise en charge des problèmes des citoyens. Son objectif est de créer un marché pour faire profiter sa base sociale composée d'affairistes en tout genre sans foi ni loi.

T.GH

publié dans la version papier d'ALGER républicain
du numéro d'Août-Septembre 2016

PS:

ALGER